

**Excellences mesdames et messieurs les ministres des affaires étrangères  
membres du comité exécutif de l'Union Africaine**

Je serai honoré de servir cette auguste institution et de me consacrer pleinement à la construction de ce qui n'est plus une utopie mais une réalité qui fait lentement son chemin, les Etats Unis d'Afrique. Le continent dispose de nombreux atouts pour se hisser à la place qui lui convient dans le concert de grands ensembles qui dominent ce monde.

Les performances économiques de ses membres ( 5% de croissance depuis 10ans), son fort potentiel démographique ( 1,2 milliards en 2015 et 3 milliards en 2065), ses nombreuses et abondantes ressources naturelles ( or, fer, gaz, bauxite, titane, cuivre, uranium diamants) et ses immenses terres arables ( 60% des terres arables de la planète)lui confèrent la place d'un acteur incontournable sur la scène internationale .

En dépit de ces progrès, le continent accumule le palmarès de la pauvreté (34 des 54 pays africains figurent parmi les PMA), le record de chômage de la jeunesse (60% des chômeurs africains), et le plus grand nombre de points souffrant de déficit démocratique en ébullition ; autant d'ingrédients de nature à fragiliser la paix et la stabilité sur son sol.

Par ailleurs l'absence d'industrie de transformation et les énormes fuites illicites des capitaux (50 à 60 milliards de \$par an) qui l'affligent, compromettent la chance de toute croissance inclusive nécessaire à son développement.

Ces avatars n'ont rien d'irréversibles ; ils constituent ces négligeables obstacles de parcours qui doivent s'incliner face à l'irrésistible volonté africaine d'émergence. L'Agenda 2063 adopté par les chefs d'Etat et de Gouvernement en totale synergie avec les aspirations africaines recueillies préalablement par la commission de l'union africaine, le 15 janvier 2015, témoigne de cette volonté ardente d'enjamber tous les jalons pour l'instauration d'un gouvernement continental en 2030.

Par ce précieux document, les dirigeants africains précisent leur vision de « bâtir une Afrique intégrée et prospère, soutenue et dirigée par ses propres citoyens et constituant une force dynamique sur la scène mondiale ». Et pour pouvoir jouer ce leadership, l'UA doit être un modèle de bonne gouvernance. Je m'exalte à l'idée de contribuer à l'exécution de cette noble feuille de route. Animé par un esprit réformateur et d'initiative, je m'attèlerai à enrichir la commission de toutes les propositions pour la transformer en véritable pépinière d'idées et d'actions susceptibles de hâter l'implémentation de l'Agenda 2063.

Les défis à relever pour la réussite de cet Agenda sont nombreux. Entre autres, je pense à la maîtrise des statistiques, à l'implantation effective de l'architecture africaine de la paix, au financement endogène des programmes, aux compétences respectives de différents intervenants étatiques, régionaux et continental, à la mise en place d'instruments de surveillance, de recadrage et de sanction et enfin à la collectivisation au niveau régional ou continental des

efforts pour la recherche scientifique en vue d'améliorer la compétitivité africaine.

Par le passé, j'ai pu prouver mon combat pour promouvoir et protéger la dignité africaine. Depuis plus de 20 ans, je n'ai de cesse d'œuvrer, au quotidien, pour le respect des valeurs de liberté, de justice et d'égalité. L'adoption du Plan stratégique 2014-2017 de l'Union africaine, qui érige en priorité la promotion des droits de l'homme et des peuples, la paix et la stabilité, la démocratie et la bonne gouvernance en tant que fondements du développement durable et de sociétés stables en Afrique prend donc tout son sens jusque dans mon être.

Mon devoir, notre devoir et nos responsabilités collectives, sont de perpétuer et déployer ce plan stratégique en bonne synergie et coordination pour étendre la concrétisation de l'unité africaine en tant qu'espace de vie sociale politique et économique, l'instauration de la bonne gouvernance pour la paix et la stabilité, et la mondialisation en empêchant la marginalisation du Continent dans un développement durable et respectueux de l'environnement.

Mon sens de la négociation et ma ténacité dans l'action ont permis la réussite d'actions majeures dont je suis fier. En tant que membre de la délégation gouvernementale pour mettre fin à 4 années de guerre civile à Djibouti, j'ai contribué à l'élaboration, la négociation et à la conclusion de l'accord historique dit accord d'ABAA du 26 décembre 1994 qui a restauré la fraternité entre les djiboutiens et les djiboutiennes et la paix et la stabilité du pays.

J'ai par ailleurs contribué à la réalisation de deux programmes d'ajustement structurel pour rétablir la bonne santé économique de mon pays, notamment au Ministère de l'économie des finances de la planification où j'ai négocié avec le FMI et la Banque Mondiale pour la réduction de la pauvreté, permettant ainsi à la République de Djibouti de renouer avec la croissance et avec la bonne gouvernance budgétaire et économique.

Ainsi je serais enthousiaste de participer modestement et avec beaucoup de dignité à l'aboutissement du rêve panafricain que nombre de nos valeureux frères et soeurs ont su le mouvoir dans le temps parfois au prix de leurs vies.

Dans cette perspective, je vous prie d'agréer, Mesdames et Messieurs les Ministres membres du comité exécutif de l'Union Africaine, l'expression de ma très haute considération.

Monsieur YacinElmiBouh

**Ma Vision Concernant Le Poste De Commissaire Aux Affaires Economiques**

En 2013, l'UA a adopté l'Agenda 2063 (une Afrique prospère, intégrée et pacifique) qui définit le but que les pays africains devraient atteindre d'ici l'an 2063. L'Agenda reflète un objectif ambitieux mis en termes qualitatifs, ce qui nécessite de diviser une vision de 50 ans en périodes qui offrent des perspectives longues mais gérables. Par exemple, en plus du plan de mise en œuvre de la première décennie, une ventilation en trois périodes pourrait consister à 2013 - 30, 2030 -47 et 2047 à 63. Vu de cette manière, la tâche la plus immédiate du commissaire serait de définir l'agenda du développement économique pour la période allant jusqu'à 2030. Commodément, cette période correspond très bien à la période de Objectifs de développement durable (ODD) de 2015 à 30. Cela signifie que les ODD pourraient s'inscrire plus largement dans les objectifs de l'Agenda 2063. Essentiellement, les thèmes de ce dernier sont deux : *le développement économique au niveau des pays individuels et l'intégration économique au niveau régional puis à terme au niveau continental*. Ma vision du poste de commissaire aux affaires économiques se tournerait donc autour de la **réalisation des objectifs du développement économique et de l'intégration régionale qui devaient être distillés à la fois de l'Agenda 2063 de l'UA et des ODD de 2015 à 30**.

L'Afrique a besoin d'une croissance économique rapide soutenue pendant des décennies pour sortir de la pauvreté et entrer dans une trajectoire de croissance continue avec des interruptions minimales. Pour la période 2017-30, des objectifs devraient être fixés au niveau des pays sur les taux de croissance du PIB et des changements structurels entrepris dans les parts respectives de l'agriculture, de l'industrie et des services. Plus important encore, le secteur manufacturier devrait croître rapidement afin que son poids dans l'économie augmente de manière significative en termes de valeur ajoutée et d'emploi. Ceci est une tâche difficile et nécessite l'implication des investissements étrangers directs et du secteur privé domestique. Il doit être soutenu par des politiques industrielles qui encouragent à la fois la croissance axée sur l'exportation et le remplacement des importations, et des politiques macro qui conviennent aux conditions de chaque pays. En plus de l'industrie, l'agriculture des petits exploitants nécessite beaucoup plus d'attention pour permettre son amélioration par l'irrigation et la mécanisation d'un côté, et la conservation ainsi que la réhabilitation des ressources agro-écologiques d'autre part.

Pour que la croissance soit durable sur le plan économique, elle doit également être socialement viable. Une bonne façon de poursuivre cet objectif est de suivre un vaste processus de développement ; un développement qui permet à la grande majorité de la population engagée dans l'économie informelle dans les zones urbaines et rurales d'augmenter leur productivité et d'encourager l'emploi dans l'économie formelle. De plus, en renforçant les qualifications des pauvres par l'éducation et la santé, ainsi qu'en leur accès à l'électricité, à l'eau et aux TICs (technologies de l'information et de la communication), une croissance largement inclusive peut être encouragée. Une autre dimension de la durabilité socio-économique nécessitant une

attention particulière est une croissance inégale en termes de géographie compte tenu de la diversité ethnique qui prévaut dans les pays africains.

Outre le développement économique, le travail du commissaire implique la promotion de l'intégration régionale à suivre par l'intégration économique continentale. C'est une responsabilité partagée avec le commissaire au commerce. À l'heure actuelle, il existe diverses communautés régionales à travers le continent qui ont évolué dans des directions différentes et sont susceptibles de continuer sur leur propre chemin. Le bureau des affaires économiques pourrait être bien placé pour mener des recherches sur les orientations de chaque typologie et aussi sur les possibilités de convergence par type. Il me semble que cela peut accroître la clarté pour la CUA dans son ensemble sur la façon de donner une profondeur au grand agenda de l'Union Africaine. La faisabilité de l'Union dans le plan économique doit être évaluée à partir des perspectives économiques et politiques pour éclairer les différentes options qui existent aujourd'hui et ce qu'il faut pour se diriger vers l'unité. Une telle évaluation peut également servir à approfondir notre compréhension de la façon d'établir des « Institutions Financières et Monétaires Africaines », qui est l'une des fonctions du commissaire.

Enfin, l'Afrique doit prendre note de la mondialisation et des circonstances changeantes. L'accès aux marchés internationaux avec des privilèges sans droits de douane, tels que AGOA (African Growth Opportunity Act) et EBA (TSA : Tout Sauf les Armes) devrait se poursuivre pour un horizon plus long que prévu actuellement pour permettre l'industrialisation des pays africains.

L'accès au marché international des capitaux, tel que le marché obligataire devrait être amélioré et élargi compte tenu de l'énorme liquidité excédentaire détenue dans les pays avancés. Parallèlement, des changements importants sont susceptibles d'être liés à la technologie qui pourrait rendre l'Afrique plus marginalisée, alors que les changements climatiques sont prévus pour ébranler les ravages, particulièrement en Afrique et dans les pays en développement en raison de la géographie et des niveaux de faible revenu.

## Ma vision sur les affaires économiques

Elaborer des politiques pour assurer des économies africaines moins vulnérables aux chocs extérieurs, des croissances fortes, soutenues et inclusives et des améliorations des conditions sociales

Accélérer l'intégration économique et promouvoir le développement socio-économique selon le principe du développement durable

Harmoniser les politiques de développement sectoriel

Rationaliser et consolider les Commissions Economiques Régionales

Accélérer la mise en place d'une Institution Financière qui va soutenir le développement économique de l'Afrique

Développer le commerce intra-africain (faciliter la libre circulation des africains et des produits africains sur le continent)

Accroître l'attractivité du continent en termes d'investissement

Faciliter la mise en œuvre de stratégies pour la diversification de l'économie et l'industrialisation

Moderniser les industries et développer les industries de transformation pour éviter l'exportation des matières premières non transformées

Accroître la capacité des pays membres à produire de l'énergie et mettre en place un Fonds pour l'énergie

Renforcer la capacité des pays membres en matière d'élaboration de lois minières, de fiscalités minières et de négociation.

## Vision and Strategic Plan

Candidate: Sarah Mbi Enow Anyang eps Agbor (Prof.)

---

### **S. A. AGBOR'S BRIEF**

Sarah ANYANG AGBOR is a Cameroonian and Professor of African and Commonwealth Literatures. She has served as Inspector of Academic Affairs at the Ministry of Higher Education, Cameroon during which she was responsible for evaluation and monitoring of Higher Education Institutions in Cameroon in strategic leadership, academic planning and quality, teaching and learning. She was the Focal Point for Pan African University; Conference of Ministers of Education in Africa (COMEDAF); Conference of Commonwealth Education Ministers and most of all UNESCO.

She attended the African Union in Addis Ababa in 2014 as a member of the Cameroons delegation lobbied and won headquarters of the Pan African University for Cameroon. She was in the team that received H.E Commissioner Paul Ikounga in Cameroon 2014. She also represented the Cameroon Minister of Higher Education in several capacities as in the 19<sup>th</sup> Conference of Commonwealth Education Ministers (CCEM) "Quality Education For Equitable Development: Performance, Paths And Productivity". Nassau, Bahamas; Brazil- Africa Skills Exchange, Sao Paulo, Brazil in 2015; Innovation Africa, 2015 Summit, Kampala, Uganda 2015; the 38<sup>th</sup> Session of UNESCO General Conference, Paris; The Conference of Ministers of Education of The African Union (COMEDAF VI) in Yaounde 2014.

Currently Professor Sarah Anyang Agbor is the Deputy Vice- Chancellor- in -charge of Research, Cooperation and Relations to the Business World (DVC-RCB) at the University of Bamenda, Cameroon. She promotes research and publication on arts, science and technology; efficiently and effectively managing the University's educational and research programs as well as oversee the development of goals, initiatives and action plans in the University's Research Strategic Planning.

### **VISION**

I am an African, a Pan Africanist and believe that Africa should become a powerful continent to compete in the world. Hence there is the need for Pan Africanists who know and love Africa to direct its affairs. And I believe I am one of such Africans. I wish to make my contribution for a strong and united Africa relying on highly skilled human resources to build Africa for Africans. My strategic plan will be discussed as follows:

### **Research and publication on science and technology.**

The existing AU KWAME NKRUMAH SCIENTIFIC AWARDS PROGRAMME encourages excellence. I pledge my allegiance to existing structure in promoting excellence. In addition to existing structures, I will work with government of nations to design and implement Continental,

## **Commissioner of Human Resources, Science and Technology**

---

Regional and National programmes that will reinforce the envisaged development and also create awareness of existing opportunities. Regional research institutes will be identified and encouraged to network and partner together in order to leverage the strategy in designing and coordinating initiatives. Outstanding research institutes to be recognised as Centres of Excellence partnered with weaker centres for capacity development. Launch an African Union call for suitable projects proposals for funding. This can be achieved by creating awareness, mobilizing necessary institutional, human and financial resources, track progress and monitor implementation.

### **Education and training**

I will advocate member states to continue improving their effort and support to the already existing Pan African Universities (PAUs) for education and training. Empower the PAUs with the necessary infrastructure for learning, research and development. Some of these PAUs can become AU Centres of Excellence for training of students and recycling of personnel to better equip them to return to their home institution. I will actively participate in the drawing up of policies and memoranda of understanding engaging member states and or institutions of learning and training. I will work with existing stakeholders funding research in Africa to see how AU can help orientate their funding towards resolving Africa problems. Advocate for an all-inclusive Higher Education structure and establish Distance Learning Centres.

### **Human Resource and Youth Development**

I plan to advocate for youth education through existing and new NGOs and/or other stakeholders, empowering them through train the trainers programs and organising of seminars and conferences and job training. New or modified programs, policies, and practices relevant to the mission in all appropriate sectors of the community or broader system may help to improve youth outcome. I will facilitate the creation or strengthening of platforms for youth participation in decision-making at local, national, regional, and continental levels. Therefore I will encourage governments to give priority to policies and programmes including youth advocacy and peer-to-peer programmes for marginalised youth, such as out-of-school and out-of-work youth, to offer them the opportunity and motivation to reintegrate into mainstream society.

### **Secretariat for the Scientific Council for Africa**

As a secretary, it will be my duty to follow up and see to it that member states respect terms of MoUs, SPAs, and their obligations to the AU and report to the Chair. Monitoring and evaluation of all AU activities with structures and/or stakeholders in relation to Human Resources, Science and Technology Development will be my duty.

**My vision and strategic approach for achieving the full potential of the portfolio of Human Resources, Science and Technology in the working of the African Union.**

By *Dr John P. Kabayo*,  
Candidate for the position of Commissioner,  
Department of Human Resources, Science & Technology,  
African Union Commission.

### **Introduction**

The African Union's vision of "*an integrated, prosperous and peaceful Africa, driven by its own citizens and representing a dynamic force in the international arena*", can only be achieved through optimizing the productivity of the Continent's resources. This will, in turn, be achieved by mobilizing, organizing and harnessing Africa's human resources to drive development and achieve progress through the application of science and technology.

The African Union Commission's principal role in the working of the African Union, is to act as a catalytic change agent, inspire policy design, mobilize action and coordinate implementation throughout the Union. The Commission's portfolio for Human Resources, Science and Technology is strategically placed to promote the enhancement of Africa's human resources through the building of institutions and capacities to support the continent's integration and development agendas; and is concerned with the design, development, promotion, coordination and monitoring of appropriate continent-wide programs and projects, including educational activities, Information and Communications Technologies, research and development and centres of excellence.

**Vision for the AU Commission's Department of Human Resources, Science and Technology in the working of the African Union.**

My vision is of ***an Africa that is fully mobilised, empowered and equipped to optimise and sustain the productivity of her resources, able to claim her place of worth and excellence among the nations of the world.*** The mission of the department should be to help build endogenous African capacity and ensure the strengthening of national, regional and continental institutions to promote the sustainable use of the continent's resources for socio-economic development. This mission both defines my perception of the critical role to be played by the Human Resources, Science and Technology portfolio in achieving the vision of the African Union and inspires my interest to serve as Commissioner in charge of the department. Technological competitiveness is predicated on the ability to acquire expertise, technical knowledge and the organizational skills required to make technologies function optimally. The following are some of the critical areas of Africa's socio-economic development which the African Union Commission would be well placed to lead, with the Department of Human Resources, Science and Technology serving as the principal focal action centre.

*(a) Empowerment of Africa's human resources*

With over 60% of Africa's population aged below 24 years, Africa has the largest youthful human resource on the globe – a demographic structure that represents one of the Continent's most significant development assets. The full force of this asset can be most effectively harnessed through understanding the learning needs of the youth, developing their skills and optimizing their potential for innovation and excellence. The mechanisms to achieve this will be designed under the leadership and coordination of the Commission, while its translation into action, through the creation of appropriate policy frameworks, projects and training programs, will form the principal area of engagement of the Department of Human Resources, Science and Technology.

*(b) Restoration and re-invigoration of universities*

Recognising that human capacity is one essential factor for development, African governments have since independence, increased university undergraduate enrolment. But in recent decades the hopes that universities would provide the solutions to Africa's problems have somewhat diminished, leading to general disenchantment with the role of education and research. To restore the capacity of universities and enable them to deliver high quality teaching and research, it will be necessary to re-invigorate and update curricular of the different disciplines and redress the attrition that has been caused by retirement, brain drain and death; and will include linking universities with research, industry and development; motivating the right calibre staff; refining their expertise and skills and redeploying them in areas where they are most competent and effective; and re-vitalising interaction among academic peers in Africa and their cooperating partners abroad, recognizing that science is a global, international activity.

The Pan African University should be developed to be a place of a world class standard of excellence, serving an international community of scholars engaged in advanced training and research; dedicated to the objective of designing solutions to Africa's problems and enhancing Africa's capacity to measure up to the challenges of a competitive, globalised, technological 21<sup>st</sup> Century. There is need to increase Africa's ability to create, acquire and adapt new technologies and a need to increase access to technology through capacity building, technology transfer, uptake and adoption to keep pace with global technological advancement, to give Africa a competing advantage in the global market place.

*(c) Information and Communications Technologies (ICTs)*

The combination of telecommunications, computer science and audio-visual capabilities has led to the emergence of new information communication technologies and produced a range of applications that will be instrumental in advancing Africa's development. Early warning systems, radio, mobile phones, computers, internet and e-mail are some of the available applications of ICT which are playing an important role as tools for creating an informed Africa. Knowledge has increasingly become a very significant factor in the development process. To seize development opportunities in the 21<sup>st</sup> century, African countries must welcome the knowledge revolution and make effective use of knowledge in all sectors of their economies. There is need to

integrate key knowledge-related policy components in development strategies and invest in improving relevant institutions, infrastructure and research.

**(d) Biotechnology**

Modern biotechnology has been identified as the most potent technology for rescuing Africa from the effects of food shortages, just as the 'green revolution' did for the countries of Southeast Asia in the 1970s. The challenge is to develop technologies for intensifying agriculture for resource-poor farmers that use minimal external inputs in environments that are already bedevilled by so many biotic and abiotic stresses. However, biotechnology has far-reaching consequences for agriculture, the environment and industry; and the real challenge is the introduction of specific policies to maximize the benefits and minimize potential risks associated with it. Further, the current level of awareness of biotechnology and biosafety in Africa is low; and vigorous outreach and capacity building activities for biotechnology are needed in all African countries. However, Africa has a comparative advantage in biotechnology and is able to offer its enormous genetic diversity, indigenous knowledge and local field ecosystems for product development.

African policy-makers and scientists need to urgently identify specific areas of biotechnology in which countries should invest and move aggressively to establish biotechnology policies that accentuate the continent's advantages and enhance its competitiveness in biotechnology. Other important areas of focus include a continental debate on the laws to regulate the application of genetic engineering to ensure that potential risks are reduced or altogether eliminated; mapping global trends in biotechnology and the socio-economic benefits of biotechnology to African countries; and the need for intellectual property protection in promoting the transfer of safe biotechnology techniques and products to Africa.

**(e) Conclusion**

I have considerable knowledge and expertise in science, technology and related fields of human endeavour. I have served various functions in responsible positions in Uganda and abroad, in different areas of work, including academics, scientific research, training and capacity building, policy development, management, industry, program implementation, politics and international civil service. I believe I am well equipped to serve the African Union Commission in the capacity of the Commissioner for Human Resources, Science and Technology. I would be ready, able and willing to use such an opportunity to contribute to Africa's efforts aimed at advancing the productivity of the continent's resources for the benefit of its people.

= = = = = = = =

2017

# Rapport sur l'Élection de Deux Membres de la Commission: Commissaire aux Ressources Humaines, à la Science et à la Technologie et Commissaire aux Affaires Économiques

Union Africaine

Union Africaine

---

<http://archives.au.int/handle/123456789/3611>

*Downloaded from African Union Common Repository*